

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 23/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALLOO FRANCE Division Halluin

1 avenue du Port Fluvial
BP 81
59250 Halluin

Références : Galloo-France_Halluin_RAPVI_2024_04_23
Code AIOT : 0007001187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement GALLOO FRANCE Division Halluin implanté 1 avenue du Port Fluvial BP 81 59250 Halluin. L'inspection a été annoncée le 10/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des visites du plan d'inspections 2024 de la DREAL Hauts-de-France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO FRANCE Division Halluin
- 1 avenue du Port Fluvial BP 81 59250 Halluin

- Code AIOT : 0007001187
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Galloo France appartient au groupe belge Galloo Recycling. Le groupe exploite une trentaine d'établissements en France dont 4 broyeurs de métaux. L'exploitation sur le site a démarré en 1939. Le site se trouvait alors en Belgique. Il s'est retrouvé des deux côtés de la frontière à la suite du détournement du lit de la Lys. Galloo France à Halluin s'étend aujourd'hui sur 14 hectares environ.

L'établissement exerce l'activité de récupération de métaux, de matières non métalliques (caoutchouc, plastiques, bois...) et de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Un arrêté préfectoral du 14 octobre 2008 encadre le fonctionnement de l'installation. L'établissement est initialement autorisé pour les capacités maximales suivantes:

- 200 000 t/an pour le broyeur «Kondirator»;
- 100 000 t/an pour la ligne de tri des résidus de broyage (VHU et DEEE);
- 100 000 t/an pour la cisaille;
- 25 000 t/an pour la ligne de traitement des DEEE (cette ligne n'a pas été mise en service);
- 10 000 véhicules/an pour la ligne de traitement des VHU.

L'établissement est par ailleurs soumis à la Directive n°2010-75-UE relative aux émissions industrielles, dite Directive IED

L'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2023 est venu actualiser et modifier l'arrêté du 14 octobre 2008.

Les activités classées actualisées sont les suivantes :

* Rubriques sous le régime de l'autorisation:

2718-1, Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux: .Tri, transit et regroupement de batteries au plomb, tournures et de moteurs souillés : 1 100 t.

2790, Installations de traitement de déchets dangereux: Broyage de déchets de DEEE : Ligne de tri des résidus de broyage (LTRB) : 275 t/j.

2791-1, Installation de traitement de déchets non dangereux:

- Broyage de déchets non dangereux :
- broyeur Kondirator : 800 t/j ;
- double broyeur Eldan de 180 t/j ;
- cisaille fixe de 380 t/j ;
- oxycoupage : 30 t/j ;
- broyeur BHS de 720 t/j ;

Dans une limite de capacité de traitement de 2 080 tonnes/j.

2750, Stations d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation : la station réceptionne les effluents des sociétés Galloo Plastics à Halluin et Gallo Menen.

3532, Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour: Broyeur de déchets métalliques. 2080 t/j.

3550, Stockage temporaire de déchets: stockage de 800 t

*Rubriques sous le régime de l'enregistrement :

2560-1, Travail mécanique des métaux et alliages: Broyage et cisailage des métaux et alliages, puissance de 5740 kW.

2663-2.a, Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères: stockage de 15 000 m³

2712-1, Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage:

Activité de stockage, dépollution et démontage des VHU sur
28000 m².

Activité de broyage de VHU dépollués : 26 721 m².

La surface totale est de 54 721 m².

2713-1, Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux: Entreposage de déchets de métaux sur l'ensemble du site, hors activité 2712 sur une surface de 107 354 m²

2716-1, Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes: Tri, transit et regroupement dans la ligne de tri des résidus de broyage pour un volume total de 16 650 m³ (15 000 m³ de déchets en mélange non ferreux et 1 650 m³ de résidus de broyage).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour de l'étude de dangers	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 1.4.2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Facteurs et éléments importants destinés à la prévention des accidents	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.5.1	Demande d'action corrective	2 mois
8	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Zonage des dangers internes à l'établissement	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.2.2	Sans objet
3	Accès et circulation dans	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'établissement		
4	Gardiennage et contrôle des accès	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.3.1.1	Sans objet
5	Bâtiments et locaux	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.3.2.2	Sans objet
7	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de contrôler certaines des prescriptions relatives à l'analyse des risques du site (Etude de dangers en particulier) et moyens de prévention et de protection mis en oeuvre pour les gérer.

S'agissant de l'étude des dangers du site, elle devait être remise sous 3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral du 23/02/2023. A ce jour elle n'est toujours pas remise. L'exploitant a sollicité le préfet afin d'obtenir une prolongation du délai de remise au 30/06/2024. Lors de la présente visite, l'exploitant a fait part des résultats des modélisations d'ores-et-déjà réalisées et de l'avancement de sa démarche. Suite à l'inspection, il a remis le 03/05/2024 une version projet de son étude.

Au regard de ces éléments, il n'est pas proposé, à ce stade, de mise en demeure.

L'examen des prescriptions figurant ci-après et relatives aux mesures de prévention et de protection, en particulier vis-à-vis du risque incendie, n'a pas révélé d'autre écart.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour de l'étude de dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 1.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : ... L'exploitant met à jour son étude de dangers en y intégrant le retour d'expérience issue des accidents survenus sur le site en 2021, notamment en matière d'incendie. La mise à jour portera au minimum sur : la description des accidents et incidents survenus (accidentologie) ; l'identification et caractérisation des potentiels de dangers au regard des nouveaux risques identifiés; les mesures de réduction des potentiels de dangers ; l'organisation de la sécurité ; l'estimation des conséquences de la concrétisation des dangers, notamment en matière d'effets

dominos entre les différentes aires de stockage des déchets combustibles du site ;
l'adaptation des mesures de prévention et de protection au vu du retour d'expérience
les évolutions et mesures d'amélioration proposées par l'exploitant.
Cette mise à jour devra être remise dans un délai de 3 mois à compter de la notification du
présent arrêté.

Constats :

La mise à jour de cette étude de dangers est en cours avec l'appui du bureau d'études TILDA.
L'exploitant, par courrier du 22/04/2024, a sollicité du préfet un report du délai de remise au
30/06/2024, soit plus d'un an après le délai prescrit.

Non conformité : l'exploitant ne dispose pas d'une étude de dangers à jour.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les résultats des modélisations Flumilog réalisées par son
bureau d'études. Il a indiqué que suite à l'analyse des risques, les incendies de 4 tas de produits
étaient retenus : 1 tas de ligne de tri de résidus de broyage, 3 tas de matières plastiques. Les flux
supérieurs à 3 kW/m2 restent à l'intérieur des limites de site.

Suite à l'inspection, les résultats des modélisations ont été transmis par courriel le 26/04/2024.

De plus, dans ce même courriel, l'exploitant s'est engagé à faire parvenir à l'Inspection un avant-
projet de son étude de dangers avant le 03/05/2024, ce qui a été fait.

Le délai de 3 mois à compter du 23/02/2023 est donc très largement dépassé. Cependant, au
regard de l'avancement de la démarche et de l'engagement de l'exploitant à remettre son étude
au 30/06/2024, il n'est pas proposé d'arrêté de mise en demeure. A défaut de remise dans le délai
modifié, un arrêté de mise en demeure pourra être proposé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit une étude de dangers à jour de son site au plus tard le 30/06/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Zonage des dangers internes à l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie,
d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations

dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

Le plan de défense incendie du site (GFHAL01-2022) recense les zones de dangers. Il distingue les zones :

oxygène/propane;

Propane/butane ;

Stock de gaz indésirables ;

Bac à munitions ;

Gazole ;

Batteries lithium ;

Méthaniseur.

Ces plans sont affichés au niveau du bâtiment pont bascule, à l'entrée du site et au niveau de la zone de refoulement.

L'exploitant dispose d'une procédure de gestion des situations d'urgence.

Il a rédigé des consignes :

Communication en cas de catastrophe (incendie, explosion, déversement, radioactivité et autres) ;

D'alerte et d'évacuation (site principal et terrain C) ;

<p>Comment réagir en cas de feu (dont piles lithium), fuite, explosion, pour l'alimentation en eau (notamment en cas d'incendie).</p> <p>Vu les pictogrammes de dangers affichés au niveau des différentes zones lors de la visite terrain. L'exploitant souligne les grandes difficultés qu'il rencontre sur le marquage au sol : le passage des camions, engins et surtout les opérations de balayage/nettoyage conduisent à l'effacer.</p> <p>Vu le passage d'une balayeuse avec nettoyage à l'eau.</p> <p>Les numéros d'urgence (internes et externes) sont récapitulés sur une fiche. Il est demandé à l'exploitant d'utiliser le numéro du standard de l'UD DREAL, à savoir le 03 20 40 55 50.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de modifier sa fiche recensant les appels d'urgence et d'y indiquer le numéro de l'UD DREAL : 03 20 40 55 50.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Accès et circulation dans l'établissement

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>Au moins un accès de secours, le plus judicieusement placé pour éviter d'être exposé aux conséquences d'un accident, est en permanence maintenu accessible de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il existe un protocole d'accès pour les transporteurs tiers qui récapitule les règles d'accès et de circulation. Vu le protocole pour les transporteurs tiers.</p> <p>Les chauffeurs Galloo ont des consignes.</p> <p>Vu le panneau à l'entrée avec la limitation de vitesse.</p>

<p>Vu les règles d'or pour le personnel Galloo du site qui rappellent les règles de sécurité et de circulation (vitesse...)</p> <p>Vu le plan ETARE du SDIS : 2 accès pour la partie française. Il existe également deux accès par la Belgique dont un par la Lys.</p> <p>Le site est entièrement clôturé. Les accès transversaux au quai sont fermés, Galloo étant propriétaire d'une partie du quai. Le contrôle de la clôture a été réalisé de manière partielle lors de la visite terrain, notamment, et pour des raisons historiques, le site étant situé de part et d'autre de la frontière belge. L'exploitation de la partie située en Belgique se fait dans le respect et sous le contrôle des autorités belges.</p> <p>Lors de la visite terrain, les accès et voies de circulation étaient dégagées. Vu la présence d'une balayeuse en action lors de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gardiennage et contrôle des accès

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.3.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage et contrôle des accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Un gardiennage ou une télésurveillance est assuré en permanence, y compris les jours non ouvrés. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour le personnel externe (transporteurs par exemple), les agents des ponts bascules procèdent à leur enregistrement.</p> <p>Les intervenants extérieurs (chantiers par exemple) sont enregistrés à l'accueil du site. L'exploitant précise qu'il existe un registre (registre non vérifié par l'inspection).</p>

Le personnel Galloo s'enregistre à son arrivée sur site.

En cas de besoin, l'exploitant indique être en mesure de connaître les personnes présentes en consultant :

- pour les externes : les registres à l'accueil et au niveau des ponts bascules ;

- pour les internes : les chefs de chantier et le service des ressources humaines du site (si nécessaire).

En dehors des heures ouvrées et la nuit, une entreprise de gardiennage est présente sur les parties belges et françaises. Elle assure aussi des rondes sur les installations. Les gardiens ont été sensibilisés aux moyens d'extinction, aux produits et aux activités. Ils ont été associés à des exercices.

En heure ouvrée, la surveillance est assurée par le personnel. L'exploitant précise qu'il y a un recouvrement entre les équipes. De plus, la ligne de tri fonctionne 24h/24, ce qui assure une présence minimale. Parmi ces personnels, certains sont en capacité d'utiliser des engins (grues) pour intervenir par exemple sur un tas en cas de besoin.

En plus de la présence de l'entreprise de gardiennage, le site est télésurveillé hors heures ouvrées. A noter que l'équipe de gardiennage a aussi accès à la télésurveillance qui couvre les sites de France et de Belgique. L'objectif de la télésurveillance est de détecter toute intrusion ou départ de feu.

En cas de situation anormale, le personnel doit faire remonter l'alerte par Cibi (pour éviter tout problème de couverture réseau dans cette zone frontalière) au chef de chantier et au personnel de bascule. Le chef de chantier définit la stratégie (appel des secours extérieurs par exemple) et mobilise les engins via le personnel du pont bascule. Des lances incendie sont mobilisables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.3.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives

Prescription contrôlée :

<ul style="list-style-type: none"> • Implantation : En cas d'incendie les flux thermiques supérieurs ou égaux à 5 kW/m² doivent être contenus à l'intérieur des limites de l'établissement ; les flux supérieurs ou égaux à 3 kW/m² sont contenus ou n'atteignent que des zones non constructibles (naturelle protégée, voirie d'accès au site). [...]
Constats : cf. point de contrôle n°1
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Facteurs et éléments importants destinés à la prévention des accidents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des éléments importants pour la sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.
Constats : Il existe une liste des éléments IPS. Elle date de 2021. Cependant, elle n'est pas complète et ne recense pas la motopompe de 900 m ³ /h installée en bord à canal par exemple. On retrouve sur la liste : les extincteurs, les matériels absorbants, les RIA, les armoires incendie notamment. Non conformité : la liste des IPS n'est pas à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète et met à jour la liste des IPS dès la finalisation de son étude de dangers (juin 2024). (cf. point de contrôle n°1).
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Définition générale des moyens
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>...</p> <p>L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.</p> <p>Le site dispose de lances et tuyaux en quantité suffisante. Une caméra thermique permettant de repérer les points chauds éventuels est disponible sur le site.</p> <p>L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le SDIS 59 a établi un plan ETARE.</p> <p>L'exploitant a établi des consignes permettant de réagir en cas d'incendie et d'explosion.</p> <p>L'exploitant indique procéder à des exercices réguliers. Les exercices sont inopinés pour les salariés (hors chefs de chantiers avertis) ou planifiés lorsqu'ils se déroulent en présence du SDIS.</p> <p>Il existe des armoires incendie qui contiennent notamment tuyaux et lances. Parfois le poteau se situe dans l'armoire.</p> <p>Lors de la visite terrain :</p> <p>Vu la caméra thermique portative, en état de marche.</p> <p>Vu les points de repli.</p> <p>Vu le poteau incendie déjà équipé (tuyau) au niveau de l'aire des tas de produits plastiques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : <p>Le site actuel dispose de 10 poteaux d'incendie de 100 mm judicieusement répartis, conformes à la norme NFS61-213 (un type d'hydrant différent peut être accepté après accord ds Sapeurs-Pompiers), d'un débit unitaire de 120 m³/h. Un accès à la Lys doté d'un point d'aspiration normalisé est aménagé et équipé d'un groupe motopompe pouvant l'alimenter La zone A est protégée par 3 des hydrants précités situés à 70, 100 et 140 m.</p> <p>La zone B doit être équipée afin d'assurer 360 m³ sur 2 h :</p> <ul style="list-style-type: none">• de 2 poteaux de 60 m³/h unitaires et d'un poteau de 120 m³/h ;• d'un point d'aspiration normalisé situé à l'ouest, sur un bras de la Lys. <p>La zone C doit être équipée afin d'assurer 480 m³ sur 2 heures :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un hydrant supplémentaire de 120 m³/h ;• d'un quai stabilisé permettant d'assurer la mise en batterie de plusieurs engins d'aspiration. <p>La zone D est entièrement couverte par la défense incendie du site actuel.</p> <p>La zone E : le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres du terrain E, par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours. Les autres moyens permettant d'atteindre le débit adapté au risque à défendre sont à moins de 200 m. Le débit nécessaire est justifié par l'exploitant.</p> <p>Des robinets d'incendie armés sont judicieusement répartis sur le site, disposés de telle manière qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances. En ce qui concerne les bâtiments situés sur les zones A, B et C des Robinets d'Incendie Armés de 33 mm sont placés près des issues, ils répondent aux normes NF EN 671-1, NF EN 671-3 et NFS 62-201 ; de plus, en tenant compte des aménagements intérieurs, toute la surface doit pouvoir être battue par l'action simultanée d'au moins 2 lances.</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">• des extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques visibles, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• d'un système d'extinction automatique d'incendie sur le broyeur Kondirator ;• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties sur chaque zone, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>
Constats :

Dans la transmission de l'exploitant du 3 mai 2024, fournie postérieurement à l'inspection, figurent 20 poteaux incendie privés et 2 poteaux publics.

Il ressort de cette transmission (débits unitaires mesurés à 1 bar - rapports de contrôle LST des 06/02, 07/02 et 13/03/2024 pour les systèmes de désenfumage, les extincteurs, les robinets d'incendie armés et les poteaux incendie) :

- Le terrain A est protégé par les poteaux GAL4 (110 m3/h), GAL5 (119 m3/h), GAL6 (débit non connu au jour de la visite car poteau en cours de réception) et GAL3 (108 m3/h) ainsi que par le poteau public 4 (débit non connu le jour de la visite) ;

- La zone B est protégée par les poteaux VAL03 (80 m3/h), VAL02 (79 m3/h), VAL01 (76 m3/h) ainsi que les poteaux GALE2, GALE3 et GALE4 **dont les débits n'ont pas été précisés à l'inspection.**

- La zone C est protégée par les poteaux GAL10 (120 m3/h), GAL11 (120 m3/h), GAL12 (122 m3h) et les poteaux publics 3 et 4 **(dont les débits n'ont pas été précisés à l'inspection).**

- La zone D est protégée par les poteaux GAL4 (110 m3/h), GAL5 (119 m3/h), GAL3 (108 m3/h), GAL7 (98 m3/h), GAL8 (140 m3/h), GAL9 (89 m3/h) et GALE1, GALE2, GALE5 dont les débits n'ont pas été précisés à l'inspection.

- La zone E est protégée par les poteaux GAL11 (120 m3/h) et par le poteau public n°3 (débit non précisé à l'inspection). **Ces éléments ne permettent cependant pas de conclure à la conformité de la protection incendie s'agissant en particulier du respect des besoins en eau sur 2 h des zones B et C.**

Les rapports de contrôle des poteaux et RIA font l'objet de remarques du contrôleur.

L'exploitant indiquera les mesures prises pour lever les remarques ou éléments imprécis figurant dans les rapports du contrôleur :

- poteau 1C : pas d'indication du débit gueule bée et accessibilité. Le carré de manœuvre n'est pas jugé en bon état.

- RIA : coffret de protection du RIA n°1 à remplacer. 4 remarques sont également formulées (RIA 2, 4, 6, 13). L'exploitant (cf. courriel du 03/05/2024) indique que le remplacement du coffret du RIA est programmé.

L'exploitant dispose d'un accès à la Lys aménagé ainsi que d'un groupe motopompe branché et actionnable à tout moment.

Vu le groupe motopompe lors de la visite terrain. L'exploitant a transmis par courriel du 26/04 la feuille de consignation des essais mensuels du groupe : RAS. La motopompe n'a pas été testée lors de la présente visite.

Le SDIS 59 peut également se positionner en bord à canal pour pomper dans la Lys. Le système d'extinction du broyeur n'est pas automatique mais présence systématique de personnel en fonctionnement. L'exploitant souhaite garder la main pour intervenir éventuellement par des lances soit depuis le panneau de commande avec l'utilisation de sprinklage par exemple. Le fonctionnement du broyeur génère de la chaleur voire des flammèches ce qui n'est pas pertinent avec un système automatique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1 - Dans l'étude de dangers qui sera remise au 30/06/2024 (cf. point de contrôle n°1), l'exploitant s'attachera à s'assurer du bon dimensionnement de la protection incendie des différentes zones : débit unitaire et en simultané des poteaux et besoin en eau sur 2 h en tenant compte à la fois des poteaux privés et le cas échéant publics (auquel cas, il précisera les débits des poteaux publics), et ce, pour chacune des zones.

2 - L'exploitant justifiera sous 2 mois à l'inspection de la levée des remarques figurant dans les rapports de contrôle des matériels incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois